

RCS : MONTPELLIER

Code greffe : 3405

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MONTPELLIER atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1978 B 00081

Numéro SIREN : 745 620 476

Nom ou dénomination : EIFFAGE CONSTRUCTION LANGUEDOC ROUSSILLON

Ce dépôt a été enregistré le 09/05/2018 sous le numéro de dépôt 3884

EIFFAGE CONSTRUCTION LANGUEDOC ROUSSILLON

Société par Actions Simplifiée au capital de 77 000 euros
Siège social : 183 rue Henri Becquerel – Le Phidias CS 76015 – (34060) Montpellier
745 620 476 RCS MONTPELLIER

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

AU 31 DECEMBRE 2017

Certifiés conformes
Le Président



**EIFFAGE CONSTRUCTION
LANGUEDOC ROUSSILLON**

**183 RUE HENRI BECQUEREL
LE PHIDIAS - CS 76015
34060 MONTPELLIER**

Annexe aux comptes au 31/12/2017



- SOMMAIRE -**Comptes annuels**

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Informations générales et description de l'activité	8
Règles et méthodes comptables	9
INFORMATIONS SUR BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	13
Immobilisations	14
Amortissements	15
Provisions et dépréciations	16
Créances et dettes	17
Charges à payer	18
Charges et produits constatés d'avance	19
Produits à recevoir	20
Composition du capital social	21
Ventilation du chiffre d'affaires	22
Variation des capitaux propres	23
Charges et produits exceptionnels	24
ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	25
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	26
Engagements hors bilan	27
Effectifs moyens	28
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	29
Filiales et participations	30
Autres informations	31

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	5 000	5 000		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	936 517	782 294	154 223	241 906
Installations techniques, matériel, outillage	2 829 059	2 795 194	33 865	45 684
Autres immobilisations corporelles	31 290	29 398	1 892	4 269
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	8 985		8 985	8 985
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	19 537		19 537	19 537
Autres immobilisations financières	65 790		65 790	63 300
ACTIF IMMOBILISE	3 896 177	3 611 886	284 291	383 681
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	70 555		70 555	96 855
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	167 614		167 614	220 614
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	13 416 710		13 416 710	10 462 895
Autres créances	10 865 377		10 865 377	14 670 899
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	792 503		792 503	5 049 407
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	381 851		381 851	194 668
ACTIF CIRCULANT	25 694 610		25 694 610	30 695 338
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	29 590 787	3 611 886	25 978 901	31 079 019

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel (dont versé : 77 000)	77 000	77 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	7 700	7 700
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	209	1 551
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-247 052	1 111 639
Acomptes sur dividendes		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	-162 143	1 197 889
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 430 939	874 000
Provisions pour charges	495 838	310 542
PROVISIONS	1 926 777	1 184 542
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	22 316	
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	4 568	4 568
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 930 410	735 616
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 140 332	18 638 247
Dettes fiscales et sociales	5 120 963	5 578 158
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	171 910	663 902
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	823 769	3 076 096
DETTES	24 214 267	28 696 588
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	25 978 901	31 079 019

Rubriques	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises	16 667		16 667	
Production vendue de biens	8 749		8 749	3 648
Production vendue de services	48 327 809	11 354	48 339 163	63 722 947
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	48 353 225	11 354	48 364 579	63 726 595
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			487 512	370 359
Autres produits			248 973	548 878
PRODUITS D'EXPLOITATION			49 101 064	64 645 833
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			303 142	171 143
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			6 672 185	7 076 123
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			26 300	-58 975
Autres achats et charges externes			29 498 313	43 942 249
Impôts, taxes et versements assimilés			566 582	712 210
Salaires et traitements			7 184 724	7 447 211
Charges sociales			4 968 008	4 966 252
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			108 122	111 215
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			551 516	298 718
Autres charges			-148 376	-97 423
CHARGES D'EXPLOITATION			49 730 516	64 568 724
RESULTAT D'EXPLOITATION			-629 452	77 109
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			67 340	682 768
Perte supportée ou bénéfice transféré			113 453	429 413
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			530 948	909 953
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			73 446	45 279
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			604 394	955 232
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				91 087
Intérêts et charges assimilées			2 900	11 847
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 900	102 934
RESULTAT FINANCIER			601 493	852 298
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-74 071	1 182 763

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 400	2 587
Produits exceptionnels sur opérations en capital		48 238
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	275 079	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	276 479	50 825
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	424 655	451 921
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	415 579	15 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	840 234	466 921
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-563 755	-416 096
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-390 774	-344 972
TOTAL DES PRODUITS	50 049 277	66 334 657
TOTAL DES CHARGES	50 296 330	65 223 019
BENEFICE OU PERTE	-247 052	1 111 639

Annexes

La société Eiffage Construction Languedoc Roussillon est une SAS au capital de 77 000 euros.

Elle a pour objet, en France, toutes opérations de travaux publics privés et de bâtiments.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale.

Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans l'annexe aux comptes sont exprimés en euro.

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables dans son règlement 2014-03 du 5 juin 2014 (publication au JO le 15 octobre 2014).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Méthode retenue pour les contrats à LT

Avancement physique :

La méthode de l'avancement est appliquée à tous les chantiers de la société. Cette méthode constitue une option préférentielle suivant l'avis du Conseil National de la Comptabilité du 18 juin 1997.

Les résultats à l'avancement sont fondés sur les résultats prévisionnels à fin de chantier révisés périodiquement.

La société utilise la méthode de l'avancement physique pour mesurer l'avancement des travaux exécutés.

Un résultat est constaté à l'avancement dès lors que l'avancement d'un chantier semble suffisant pour assurer la fiabilité de sa prévision de résultat à terminaison.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir les pertes prévisibles à terminaison, déterminées à partir d'une analyse des données économiques et financières prévisionnelles de chaque contrat.

Ces prévisions peuvent tenir compte de montants susceptibles d'être obtenus au titre des réclamations déposées.

Opérations faites en commun

Conformément au guide comptable professionnel, les comptes des sociétés en participation françaises, dont la société est gérante, sont totalement intégrés aux comptes annuels.

En ce qui concerne les sociétés en participation françaises non gérées et les joint-ventures à l'étranger, seuls sont pris en compte les résultats de leur activité à hauteur de la quote-part revenant à la société.

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition. Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation pendant la période de création jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charge. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les éléments d'actif immobilisé sont amortis selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- | | |
|--|----------------|
| - Constructions | de 10 à 40 ans |
| - Installations techniques, matériels et outillage | de 3 à 15 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | de 3 à 10 ans |

Dépréciations exceptionnelles

Dès qu'il existe un indice de perte de valeur à la date d'inventaire, la valeur actuelle de l'immobilisation concernée est estimée.

Une dépréciation exceptionnelle est constatée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur brute, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition additionné des frais ou à leur valeur réévaluée au 31 décembre 1976. Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée à hauteur de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres éventuellement corrigés pour tenir compte de leurs perspectives de plus-values d'actifs, de développement et de rentabilité.

Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans un environnement économique fluctuant qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité.

Stocks

Méthode d'évaluation et de dépréciation

Les stocks de matières premières et fournitures sont évalués selon le dernier prix d'achat connu.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat et les frais accessoires d'achat.

Les stocks de produits finis sont évalués au coût de revient, intérêts exclus.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au prix de revient.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Valeurs mobilières : Méthode d'évaluation et de dépréciation

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.
Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque leur valeur vénale est inférieure, à la date de clôture, à leur coût d'entrée en portefeuille. Les intérêts courus sur les valeurs à taux d'intérêt garanti sont constatés à la clôture.
Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Provisions**Provisions pour risques et charges**

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.
Les provisions ont été constituées, utilisées ou reprises conformément à leur objet et à la législation en vigueur.

Correctifs à l'avancement

Les correctifs à l'avancement à la baisse liés à l'avis CNC 99-10 sur les contrats de construction, figurent dans le compte Fournisseur Charges à Payer par contrepartie de Charges diverses de gestion. De même, les correctifs à l'avancement à la hausse sont comptabilisés d'avance par contrepartie du compte de Charges diverses de gestion.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires repris dans les rapports et éléments de gestion de la société, notamment pour commenter l'activité des différentes entreprises du Groupe, correspond à la production de l'exercice et comprend le montant des travaux exécutés par l'entreprise, ainsi que sa quote-part des travaux exécutés en participation avec d'autres entreprises.
Dans le cadre des contrats long terme, l'ajustement de chiffre d'affaires se fait par la constatation d'un produit constaté d'avance ou bien se traduit par un débit du compte client facture à établir.

Résultats des filiales sociétés de personnes et assimilées

Dans la mesure où les clauses statutaires le permettent, les résultats des sociétés de personnes et assimilées sont comptabilisés en produits à recevoir s'il s'agit de bénéficiaires, ou en charges à payer s'il s'agit de pertes, en contrepartie du compte de résultat financier.

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.
Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.
L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective du Bâtiment.
Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 1,5 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 000		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 000		
Terrains			
	Dont composants		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	936 517		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	2 822 817		6 242
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	31 290		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 790 624		6 242
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	8 985		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	82 836		2 490
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	91 821		2 490
TOTAL GENERAL	3 887 445		8 732

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			5 000	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			5 000	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			936 517	
Installations techn., matériel et outillages ind.			2 829 059	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			31 290	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			3 796 866	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			8 985	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			85 327	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			94 312	
TOTAL GENERAL			3 896 177	

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	5 000				5 000
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 000				5 000
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations générales, agenc., aménag.	694 611		87 683		782 294
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 777 133		18 062		2 795 194
Installations générales, agenc. et aménag. divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	27 021		2 377		29 398
Emballages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 498 765		108 122		3 606 886
TOTAL GENERAL	3 503 765		108 122		3 611 886

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers						
Provisions pour investissement						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires						
Dont majorations exceptionnelles de 30 %						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges	215 000		31 469		80 000	166 469
Provisions pour garanties données aux clients	439 000		518 743		53 773	903 970
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour pensions, obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement immobilisations						
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.						
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer						
Autres provisions pour risques et charges	530 542		416 883		91 087	856 338
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 184 542		967 095		224 860	1 926 777
Dépréciations immobilisations incorporelles						
Dépréciations immobilisations corporelles						
Dépréciations titres mis en équivalence						
Dépréciations titres de participation						
Dépréciations autres immobilis. financières						
Dépréciations stocks et en cours						
Dépréciations comptes clients						
Autres dépréciations						
DEPRECIATIONS						
TOTAL GENERAL	1 184 542		967 095		224 860	1 926 777
Dotations et reprises d'exploitation			551 516	133 773		
Dotations et reprises financières				91 087		
Dotations et reprises exceptionnelles			415 579			
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice						

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	19 537		19 537
Autres immobilisations financières	65 790		65 790
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	13 416 710	13 416 710	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	600	600	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	1 353 361	1 353 361	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	15 414	15 414	
Groupe et associés	9 315 900	9 315 900	
Débiteurs divers	1 248 499	1 248 499	
Charges constatées d'avance	381 851	381 851	
TOTAL GENERAL	25 817 662	25 732 335	85 327

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	22 316	22 316		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	4 568		4 568	
Fournisseurs et comptes rattachés	16 140 332	16 140 332		
Personnel et comptes rattachés	119 383	119 383		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 451 670	1 451 670		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	3 444 790	3 444 790		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	105 119	105 119		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	91 352	91 352		
Autres dettes	81 452	81 452		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	823 769	823 769		
TOTAL GENERAL	22 284 751	22 280 183	4 568	

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Libellé	31/12/2017
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	8 423 855,57
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	293 836,90
TOTAL CHARGES A PAYER	8 717 692,47

Libellé	31/12/2017
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	381 851,01
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	381 851,01
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
TOTAL	-823 769,13
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-823 769,13

Libellé	31/12/2017
TOTAL	2 128 884,33
TOTAL	2 128 884,33
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	2 215 095,05
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	-86 210,72
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	2 128 884,33

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	22 000			3,5

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
Travaux	40 455 020	3 917	40 462 854	58 706 590
Prestations de services	7 443 954	23 600	7 491 154	4 092 592
Produits accessoires	442 897	(16 163)	410 571	927 414
Total	48 341 871	11 354	48 364 579	63 726 595

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	77 000			7 700	1 550	1 111 638		1 197 888
Affectation de l'exercice								
Distribution de l'exercice					-1 341	-1 111 638		-1 112 979
Augmentation de capital								
Réduction de capital								
Autres variations								
Situation clôture de l'exercice	77 000			7 700	209	-247 052		-162 143

Nature des charges	Montant
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	424 655
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	140 500
Provisions pour pertes sur attribution de valeurs de capitaux groupe	275 079
TOTAL	840 234

Nature des produits	Montant
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 400
Transfert de charges exceptionnelles des provisions pour pertes sur attribution de valeurs de capitaux groupe	275 079
TOTAL	276 479

Engagements financiers et autres informations

Postes du compte de résultat	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-74 071	390 774	316 703
Résultat exceptionnel	-563 755		-563 755
Participation des salariés			
RESULTAT COMPTABLE	-637 826	390 774	-247 052

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	1 248 395	
Avals et cautions	7 503 753	117 309
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements		
	<i>dont Loyers</i>	671 075
	<i>Autres</i>	

	Effectifs
Cadres	42
Agent de maîtrise, technicien	43
Ouvriers	162
Total	247

Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
EIFFAGE 3 place de l'europe 78 Vélizy Villacoublay	SAS	77 000	99,00 %

Dénomination	Capital	Capitaux Propres Hors Capital	Q.P. capital détenue (%)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts, avances	Cautions	Chiffre d'affaires	Résultat	Dividendes encaissés
				Valeur brute	Valeur nette					
FILIALES (plus de 50%)										
PARTICIPATIONS (10 à 50%)										
EIFFAGE IMMOBILIER MEDITERRANEE	45 000	49 500	20,00%	8 985	8 985			42 862K€	2 921K€	531K€
AUTRES PARTICIPATIONS										

Informations sur la convention d'Intégration Fiscale

La société est intégrée fiscalement dans le groupe EIFFAGE.

La convention fiscale est celle de la neutralité au regard de la charge d'impôt : la société supporte et constate en comptabilité la charge d'impôt qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale.

En cas de sortie du groupe fiscal, les déficits réalisés pendant la période d'intégration restent définitivement acquis à la société chef de file du groupe.

Titrisation

La société participe au programme de titrisation des créances initié au sein du groupe Eiffage. Cette opération se traduit, au 31 décembre **2017** par une diminution du poste "Clients et comptes rattachés" et une augmentation corrélative du poste "Autres créances" pour un montant de **1 894** milliers d'euros, dès que les créances sont cédées à la société tête de groupe.

La trésorerie nette de l'entreprise n'est pas affectée par cette opération.

CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est présenté en déduction de la charge d'impôt.

L'utilisation du CICE a été effectuée en conformité avec les textes qui le régissent et a pu concerner les investissements, les dépenses de recherche, ainsi que les dépenses liées au développement durable et à la prospection pour de nouveaux marchés et également la reconstitution de la trésorerie.

Médailles du Travail

Conformément aux Avis du Conseil National de la Comptabilité n° 97-06 et n°2004-05, l'engagement de la société au titre des Médailles du Travail a été provisionné au 31 décembre **2017** pour un montant de **220 759** €.

Continuité d'exploitation

La continuité de l'exploitation est assurée par le maintien du soutien financier de la société mère.

Evènements post-clôture

Aucun évènement marquant post clôture n'est à signaler.

Rémunérations du dirigeant

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée car cela conduirait à communiquer une rémunération individuelle.

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.

EIFFAGE CONSTRUCTION LANGUEDOC ROUSSILLON

Société par Actions Simplifiée au capital de 77 000 euros
Siège social : 183 rue Henri Becquerel – Le Phidias CS 76015 – (34060) Montpellier
745 620 476 RCS MONTPELLIER

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE

DU 23 AVRIL 2018

Affectation du résultat

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, approuvant la proposition du Président, décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2017, d'un montant de (247 052,35) euros au poste « report à nouveau » ramené à la somme de (246 842,92).

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons les dividendes mis en distribution au cours des trois derniers exercices :

Exercices	Dividendes éligibles à l'abattement	Autres revenus distribués	
		éligibles à l'abattement	non éligibles à l'abattement
31/12/2016	1 112 980 € Soit 50,59 € par action		
31/12/2015	NEANT		
31/12/2014	561 220 € soit 25,51 € par action		

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Le Président



Eiffage Construction Languedoc Roussillon

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2017)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

Aux Associés

Eiffage Construction Languedoc Roussillon

183 rue Henri Becquerel

CS 76015 Le Phidias

34060 MONTPELLIER

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Eiffage Construction Languedoc Roussillon relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Votre société applique la méthode dite de l'avancement pour l'enregistrement du chiffre d'affaires et du résultat des chantiers réalisés, tel qu'exposé en annexe. Nous nous sommes assurés de la correcte application de cette méthode par la revue des procédures existant au sein de la société, l'examen des données de gestion par chantier et la mise en œuvre de revues, avec les responsables financiers et opérationnels, de contrats significatifs.
- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques liés à son activité, et en particulier les risques sur affaires. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer les risques, sur une revue des risques identifiés et des estimations retenues, et sur un examen des événements postérieurs venant corroborer ces estimations.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou

résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Jean Romain Bardoz

**EIFFAGE CONSTRUCTION
LANGUEDOC ROUSSILLON**

**183 RUE HENRI BECQUEREL
LE PHIDIAS - CS 76015
34060 MONTPELLIER**

Annexe aux comptes au 31/12/2017



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Informations générales et description de l'activité	8
Règles et méthodes comptables	9
INFORMATIONS SUR BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	13
Immobilisations	14
Amortissements	15
Provisions et dépréciations	16
Créances et dettes	17
Charges à payer	18
Charges et produits constatés d'avance	19
Produits à recevoir	20
Composition du capital social	21
Ventilation du chiffre d'affaires	22
Variation des capitaux propres	23
Charges et produits exceptionnels	24
ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	25
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	26
Engagements hors bilan	27
Effectifs moyens	28
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	29
Filiales et participations	30
Autres informations	31

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2017	31/12/2016
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	5 000	5 000		
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	936 517	782 294	154 223	241 906
Installations techniques, matériel, outillage	2 829 059	2 795 194	33 865	45 684
Autres immobilisations corporelles	31 290	29 398	1 892	4 269
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	8 985		8 985	8 985
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	19 537		19 537	19 537
Autres immobilisations financières	65 790		65 790	63 300
ACTIF IMMOBILISE	3 896 177	3 611 886	284 291	383 681
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	70 555		70 555	96 855
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	167 614		167 614	220 614
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	13 416 710		13 416 710	10 462 895
Autres créances	10 865 377		10 865 377	14 670 899
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	792 503		792 503	5 049 407
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	381 851		381 851	194 668
ACTIF CIRCULANT	25 694 610		25 694 610	30 695 338
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	29 590 787	3 611 886	25 978 901	31 079 019

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Capital social ou individuel (dont versé : 77 000)	77 000	77 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	7 700	7 700
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	209	1 551
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-247 052	1 111 639
Acomptes sur dividendes		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	-162 143	1 197 889
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 430 939	874 000
Provisions pour charges	495 838	310 542
PROVISIONS	1 926 777	1 184 542
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	22 316	
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	4 568	4 568
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 930 410	735 616
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 140 332	18 638 247
Dettes fiscales et sociales	5 120 963	5 578 158
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	171 910	663 902
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	823 769	3 076 096
DETTES	24 214 267	28 696 588
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	25 978 901	31 079 019

Rubriques	France	Exportation	31/12/2017	31/12/2016
Ventes de marchandises	16 667		16 667	
Production vendue de biens	8 749		8 749	3 648
Production vendue de services	48 327 809	11 354	48 339 163	63 722 947
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	48 353 225	11 354	48 364 579	63 726 595
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			487 512	370 359
Autres produits			248 973	548 878
PRODUITS D'EXPLOITATION			49 101 064	64 645 833
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			303 142	171 143
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			6 672 185	7 076 123
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			26 300	-58 975
Autres achats et charges externes			29 498 313	43 942 249
Impôts, taxes et versements assimilés			566 582	712 210
Salaires et traitements			7 184 724	7 447 211
Charges sociales			4 968 008	4 966 252
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			108 122	111 215
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			551 516	298 718
Autres charges			-148 376	-97 423
CHARGES D'EXPLOITATION			49 730 516	64 568 724
RESULTAT D'EXPLOITATION			-629 452	77 109
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée			67 340	682 768
Perte supportée ou bénéfice transféré			113 453	429 413
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			530 948	909 953
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			73 446	45 279
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			604 394	955 232
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				91 087
Intérêts et charges assimilées			2 900	11 847
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			2 900	102 934
RESULTAT FINANCIER			601 493	852 298
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-74 071	1 182 763

Rubriques	31/12/2017	31/12/2016
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 400	2 587
Produits exceptionnels sur opérations en capital		48 238
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	275 079	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	276 479	50 825
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	424 655	451 921
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	415 579	15 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	840 234	466 921
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-563 755	-416 096
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-390 774	-344 972
TOTAL DES PRODUITS	50 049 277	66 334 657
TOTAL DES CHARGES	50 296 330	65 223 019
BENEFICE OU PERTE	-247 052	1 111 639

Annexes

La société Eiffage Construction Languedoc Roussillon est une SAS au capital de 77 000 euros.

Elle a pour objet, en France, toutes opérations de travaux publics privés et de bâtiments.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale.

Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans l'annexe aux comptes sont exprimés en euro.

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables dans son règlement 2014-03 du 5 juin 2014 (publication au JO le 15 octobre 2014).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Méthode retenue pour les contrats à LT

Avancement physique :

La méthode de l'avancement est appliquée à tous les chantiers de la société. Cette méthode constitue une option préférentielle suivant l'avis du Conseil National de la Comptabilité du 18 juin 1997.

Les résultats à l'avancement sont fondés sur les résultats prévisionnels à fin de chantier révisés périodiquement.

La société utilise la méthode de l'avancement physique pour mesurer l'avancement des travaux exécutés.

Un résultat est constaté à l'avancement dès lors que l'avancement d'un chantier semble suffisant pour assurer la fiabilité de sa prévision de résultat à terminaison.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir les pertes prévisibles à terminaison, déterminées à partir d'une analyse des données économiques et financières prévisionnelles de chaque contrat.

Ces prévisions peuvent tenir compte de montants susceptibles d'être obtenus au titre des réclamations déposées.

Opérations faites en commun

Conformément au guide comptable professionnel, les comptes des sociétés en participation françaises, dont la société est gérante, sont totalement intégrés aux comptes annuels.

En ce qui concerne les sociétés en participation françaises non gérées et les joint-ventures à l'étranger, seuls sont pris en compte les résultats de leur activité à hauteur de la quote-part revenant à la société.

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.
Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.
Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation pendant la période de création jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charge. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les éléments d'actif immobilisé sont amortis selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- Constructions	de 10 à 40 ans
- Installations techniques, matériels et outillage	de 3 à 15 ans
- Autres immobilisations corporelles	de 3 à 10 ans

Dépréciations exceptionnelles

Dès qu'il existe un indice de perte de valeur à la date d'inventaire, la valeur actuelle de l'immobilisation concernée est estimée.

Une dépréciation exceptionnelle est constatée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur brute, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition additionné des frais ou à leur valeur réévaluée au 31 décembre 1976. Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée à hauteur de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres éventuellement corrigés pour tenir compte de leurs perspectives de plus-values d'actifs, de développement et de rentabilité.

Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans un environnement économique fluctuant qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité.

Stocks

Méthode d'évaluation et de dépréciation

Les stocks de matières premières et fournitures sont évalués selon le dernier prix d'achat connu.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat et les frais accessoires d'achat.

Les stocks de produits finis sont évalués au coût de revient, intérêts exclus.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au prix de revient.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Valeurs mobilières : Méthode d'évaluation et de dépréciation

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Des provisions pour dépréciation sont constituées lorsque leur valeur vénale est inférieure, à la date de clôture, à leur coût d'entrée en portefeuille. Les intérêts courus sur les valeurs à taux d'intérêt garanti sont constatés à la clôture.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les provisions ont été constituées, utilisées ou reprises conformément à leur objet et à la législation en vigueur.

Correctifs à l'avancement

Les correctifs à l'avancement à la baisse liés à l'avis CNC 99-10 sur les contrats de construction, figurent dans le compte Fournisseur Charges à Payer par contrepartie de Charges diverses de gestion. De même, les correctifs à l'avancement à la hausse sont comptabilisés d'avance par contrepartie du compte de Charges diverses de gestion.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires repris dans les rapports et éléments de gestion de la société, notamment pour commenter l'activité des différentes entreprises du Groupe, correspond à la production de l'exercice et comprend le montant des travaux exécutés par l'entreprise, ainsi que sa quote-part des travaux exécutés en participation avec d'autres entreprises.

Dans le cadre des contrats long terme, l'ajustement de chiffre d'affaires se fait par la constatation d'un produit constaté d'avance ou bien se traduit par un débit du compte client facture à établir.

Résultats des filiales sociétés de personnes et assimilées

Dans la mesure où les clauses statutaires le permettent, les résultats des sociétés de personnes et assimilées sont comptabilisés en produits à recevoir s'il s'agit de bénéfices, ou en charges à payer s'il s'agit de pertes, en contrepartie du compte de résultat financier.

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective du Bâtiment.

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 1,5 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 000		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 000		
Terrains			
		Dont composants	
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	936 517		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	2 822 817		6 242
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	31 290		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 790 624		6 242
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	8 985		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	82 836		2 490
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	91 821		2 490
TOTAL GENERAL	3 887 445		8 732

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			5 000	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			5 000	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			936 517	
Installations techn., matériel et outillages ind.			2 829 059	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			31 290	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			3 796 866	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			8 985	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			85 327	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			94 312	
TOTAL GENERAL			3 896 177	

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	5 000				5 000
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 000				5 000
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations générales, agenc., aménag.	694 611		87 683		782 294
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 777 133		18 062		2 795 194
Installations générales, agenc. et aménag. divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	27 021		2 377		29 398
Emballages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 498 765		108 122		3 606 886
TOTAL GENERAL	3 503 765		108 122		3 611 886

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers						
Provisions pour investissement						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires						
Dont majorations exceptionnelles de 30 %						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges	215 000		31 469		80 000	166 469
Provisions pour garanties données aux clients	439 000		518 743		53 773	903 970
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour pensions, obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement immobilisations						
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.						
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer						
Autres provisions pour risques et charges	530 542		416 883		91 087	856 338
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 184 542		967 095		224 860	1 926 777
Dépréciations immobilisations incorporelles						
Dépréciations immobilisations corporelles						
Dépréciations titres mis en équivalence						
Dépréciations titres de participation						
Dépréciations autres immobilis. financières						
Dépréciations stocks et en cours						
Dépréciations comptes clients						
Autres dépréciations						
DEPRECIATIONS						
TOTAL GENERAL	1 184 542		967 095		224 860	1 926 777
Dotations et reprises d'exploitation			551 516	133 773		
Dotations et reprises financières				91 087		
Dotations et reprises exceptionnelles			415 579			
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice						

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	19 537		19 537
Autres immobilisations financières	65 790		65 790
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	13 416 710	13 416 710	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	600	600	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	1 353 361	1 353 361	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	15 414	15 414	
Groupe et associés	9 315 900	9 315 900	
Débiteurs divers	1 248 499	1 248 499	
Charges constatées d'avance	381 851	381 851	
TOTAL GENERAL	25 817 662	25 732 335	85 327

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	22 316	22 316		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	4 568		4 568	
Fournisseurs et comptes rattachés	16 140 332	16 140 332		
Personnel et comptes rattachés	119 383	119 383		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 451 670	1 451 670		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	3 444 790	3 444 790		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	105 119	105 119		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	91 352	91 352		
Autres dettes	81 452	81 452		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	823 769	823 769		
TOTAL GENERAL	22 284 751	22 280 183	4 568	

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Libellé	31/12/2017
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	8 423 855,57
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	293 836,90
TOTAL CHARGES A PAYER	8 717 692,47

Libellé	31/12/2017
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	381 851,01
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	381 851,01
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
TOTAL	-823 769,13
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-823 769,13

Libellé	31/12/2017
TOTAL	2 128 884,33
TOTAL	2 128 884,33
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	2 215 095,05
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	-86 210,72
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	2 128 884,33

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	22 000			3,5

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
Travaux	40 455 020	3 917	40 462 854	58 706 590
Prestations de services	7 443 954	23 600	7 491 154	4 092 592
Produits accessoires	442 897	(16 163)	410 571	927 414
Total	48 341 871	11 354	48 364 579	63 726 595

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	77 000			7 700	1 550	1 111 638		1 197 888
Affectation de l'exercice								
Distribution de l'exercice					-1 341	-1 111 638		-1 112 979
Augmentation de capital								
Réduction de capital								
Autres variations								
Situation clôture de l'exercice	77 000			7 700	209	-247 052		-162 143

Nature des charges	Montant
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	424 655
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	140 500
Provisions pour pertes sur attribution de valeurs de capitaux groupe	275 079

TOTAL	840 234
--------------	----------------

Nature des produits	Montant
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 400
Transfert de charges exceptionnelles des provisions pour pertes sur attribution de valeurs de capitaux groupe	275 079

TOTAL	276 479
--------------	----------------

Engagements financiers et autres informations

Postes du compte de résultat	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-74 071	390 774	316 703
Résultat exceptionnel	-563 755		-563 755
Participation des salariés			
RESULTAT COMPTABLE	-637 826	390 774	-247 052

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	1 248 395	
Avals et cautions	7 503 753	117 309
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements		
	<i>dont Loyers</i>	
	<i>Autres</i>	
	671 075	

	Effectifs
Cadres	42
Agent de maîtrise, technicien	43
Ouvriers	162
Total	247

Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
EIFFAGE 3 place de l'europe 78 Vélizy Villacoublay	SAS	77 000	99,00 %

Dénomination	Capital	Capitaux Propres Hors Capital	Q.P. capital détenue (%)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts, avances	Cautions	Chiffre d'affaires	Résultat	Dividendes encaissés
				Valeur brute	Valeur nette					
FILIALES (plus de 50%)										
PARTICIPATIONS (10 à 50%)										
EIFFAGE IMMOBILIER MEDITERRANEE	45 000	49 500	20,00%	8 985	8 985			42 862K€	2 921K€	531K€
AUTRES PARTICIPATIONS										

Informations sur la convention d'Intégration Fiscale

La société est intégrée fiscalement dans le groupe EIFFAGE.

La convention fiscale est celle de la neutralité au regard de la charge d'impôt : la société supporte et constate en comptabilité la charge d'impôt qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale.

En cas de sortie du groupe fiscal, les déficits réalisés pendant la période d'intégration restent définitivement acquis à la société chef de file du groupe.

Titrisation

La société participe au programme de titrisation des créances initié au sein du groupe Eiffage. Cette opération se traduit, au 31 décembre **2017** par une diminution du poste "Clients et comptes rattachés" et une augmentation corrélative du poste "Autres créances" pour un montant de **1 894** milliers d'euros, dès que les créances sont cédées à la société tête de groupe.

La trésorerie nette de l'entreprise n'est pas affectée par cette opération.

CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est présenté en déduction de la charge d'impôt.

L'utilisation du CICE a été effectuée en conformité avec les textes qui le régissent et a pu concerner les investissements, les dépenses de recherche, ainsi que les dépenses liées au développement durable et à la prospection pour de nouveaux marchés et également la reconstitution de la trésorerie.

Médailles du Travail

Conformément aux Avis du Conseil National de la Comptabilité n° 97-06 et n°2004-05, l'engagement de la société au titre des Médailles du Travail a été provisionné au 31 décembre **2017** pour un montant de **220 759** €.

Continuité d'exploitation

La continuité de l'exploitation est assurée par le maintien du soutien financier de la société mère.

Evènements post-clôture

Aucun évènement marquant post clôture n'est à signaler.

Rémunérations du dirigeant

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée car cela conduirait à communiquer une rémunération individuelle.

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.